



L'écocritique.

Finançons les énergies renouvelables allemandes (1) !

Pierre Bacher. Le Credo antinucléaire. Pour ou contre ? Editions Odile Jacob, mai 2012.

La cause est entendue, l'Allemagne, modèle inégalé de conscience écologique va se passer du nucléaire et produire quasiment toute son énergie, électrique en particulier, grâce aux énergies renouvelables (EnR). Le scénario allemand suppose une baisse importante de la consommation finale d'énergie (42%), table sur un fort développement des EnR (270 térawattheures dont 200 intermittents), et misent sur un quart d'importation dont l'origine n'est pas précisée (le nucléaire français ?). Ceci suppose l'explosion de grands transports d'électricité mais également du gaz, beaucoup de gaz Russe (gazoduc Nord Stream) pour pallier l'intermittence de l'éolien et du solaire, soit 200 gigawatts de turbine à combustion ! La France est au centre des échanges d'électricité, son réseau étant très fortement impacté par le développement des EnR outre-Rhin. L'avenir s'annonce radieux pour les défenseurs du paysage. Grâce au solaire et à l'éolien, 3-4 000 kilomètres de lignes HT et THT vont sillonner notre pays, que l'on va tenter d'enterrer le plus possible, à un tarif prohibitif pour ne pas avoir à gérer une Dame des Landes tous les dix kilomètres, soit 40 milliards d'euros (10 m€/kmx 4000 km).

Le développement massif des EnR entraînerait un doublement du coût de l'électricité en France. Remplacer en 20 ans le parc nucléaire français par des EnR, impliquerait le remplacement de 3 000 mégawatts/an et 25 milliards d'euros/an d'investissement rendant le surcoût de l'EPR de Flamanville assez anecdotique. Lorsque le binôme éolien-photovoltaïque représentera une part significative du parc de production, la gestion des fluctuations de l'offre et de la demande d'électricité demandera des capacités d'appoint (gaz, charbon, fuel) équivalentes à plusieurs dizaines de centrales nucléaires¹ !

Enfin, pour terminer ce panorama financier, n'oublions pas d'y ajouter les 5 à 10 milliards d'euros liés à l'obligation d'achat par EDF de l'électricité verte (gratuite si on écoute nos écologistes).

Même en Allemagne, ces investissements colossaux sont difficiles à financer, c'est pourquoi une «assurance énergie» a été passée avec Gazprom. Il est donc dans l'intérêt de l'Allemagne que les autres pays abandonnent le nucléaire et développent des interconnexions permettant de pallier les défaillances des EnR sur son territoire. Ceci aurait »l'avantage« d'augmenter le prix de l'électricité, le rapprochant des coûts allemands. Il y a clairement convergence d'intérêts entre l'Allemagne et la Commission européenne face au projet «d'Europe des électrons» visant à créer un grand marché de l'électricité dans un système de libre concurrence. Cherchez le pigeon.

Il est très curieux de constater que nos écologistes cautionnent cette perte de compétitivité française programmée. Remarquons que de Chirac à Jospin en passant par Sarkozy, tout a été fait pour saborder les avantages du nucléaire. Incroyable lorsque l'on sait que la France s'est portée volontaire pour adopter un objectif d'EnR de 23% (plus que la moyenne européenne de 20%), alors que nous émettons le moins de CO₂ par habitant.

Oui les Allemands peuvent sortir du nucléaire grâce à la France, mais à quel prix, pour nous ?

Thierry Levent, écolo-critique amateur.

1. <http://www.jolpress.com/environnement-eolienne-developpement-durable-photovoltaique-energie-nucleaire-edf-815495.html>

